Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 36

p.a.f. 0,60 € - oct 2013

Périodique du groupe Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Les salaires et les emplois d'abord !

Dans ce numéro:

Il faut sauver notre peau

La Croix Rouge a publié son rapport d'activité pour l'Europe. "Par rapport à 2009, des millions de personnes supplémentaires font la queue pour se nourrir et n'ont plus de quoi acheter des médicaments ou se faire soigner". Une situation jamais vue depuis… le lendemain de la seconde guerre mondiale.

Durant la même période, les dividendes versés par les entreprises, les bénéfices tirés par la spéculation, les baisses des impôts pour les riches ont augmenté le nombre de millionnaires en Belgique, en Allemagne, en France…

Quand tous les pauvres s'y mettront

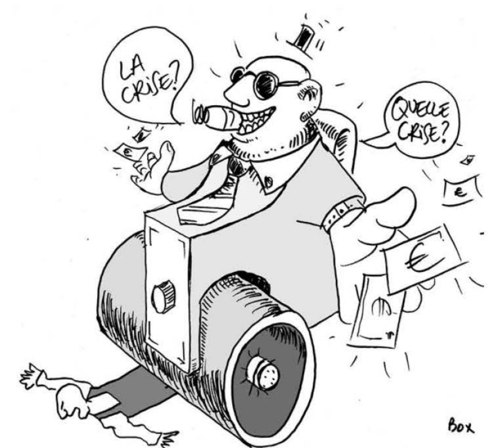
La banque nationale de Belgique vient de publier une étude qui dit que les 20 % des Belges les plus riches possèdent 61,2 % des richesses. Tandis que les 20 % des ménages les plus pauvres se contentent, eux, de 0,2 % des richesses.

D'un côté une minorité de très riches, de l'autre une majorité de pauvres... On sait où prendre l'argent pour créer les emplois nécessaires...

Leur fortune est notre misère

Karl Albrecht, l'homme le plus riche d'Allemagne et propriétaire de la moitié de la chaine Aldi, a augmenté sa fortune de 600 millions. Elle atteint désormais 17,8 millards d'euros. Les trois premières fortunes sont celles des deux frères Albrecht et du propriétaire de Lidl.

Depuis la nouvelle aggravation de la crise, ces grandes fortunes se sentent pousser des ailes…



Les profits du tabac nuisent gravement à la société

Avant le vote au parlement européen sur de nouvelles règlementations dans la vente de tabac, il est apparu que rien que le groupe Philip Morris a dépensé plus de 500.000 euros pour que 161 lobbyistes puissent avoir des conversations en tête à tête avec quasiment tous les parlementaires européens.

Fumer cause le cancer des poumons. L'industrie du tabac est une des métastases du cancer de la société capitaliste en stade terminal.

Pendant ce temps-là dans le monde des bourgeois…

La maison spécialisée Sotheby's a annoncé qu'elle avait vendu aux enchères un diamant blanc pour 30,6 millions de dollars. Il ne manque visiblement pas de riches pour verser une telle somme. Certains se prépareraient déjà pour la prochaine vente à Genève d'un diamant, rose cette fois, estimé à plus de 60 millions de dollars. Ce qui est choquant, c'est qu'ils osent plastronner tandis que la pauvreté grandit.

Exproprier ce que ces gens-là ont volé à la collectivité, ce serait un geste de salubrité publique.

Qui sommes nous

Pour les militants qui éditent La Voix des Travailleurs, le communisme est le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

C'est dans cette perspective, qui était celle de Marx, Lénine et Trotsky, que nous éditons le bulletin d'entreprise bimensuel La Voix des Travailleurs diffusé à l'usine Audi (VW) à Forest ainsi qu'à Durobor à Soignies.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention
à **voix.d.travailleurs@gmail.com**,
ou par téléphone au **0479-44 81 52**.
Site internet : **http://www.lutte-ouvriere.org**
éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)
Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs auprès de nos camarades ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Les salaires d'abord !

Le « handicap salarial », voilà un mot répété jusqu'à saturation ces derniers temps. C'est que le patronat tente d'imposer une nouvelle loi qui vise à baisser les salaires dans les années à venir.

Et tous à le calculer, ce fameux « handicap ». Il serait de 5,1% selon le Bureau fédéral du Plan, de 20% selon les organisations patronales, de 25% selon la NVA, de 0,5% selon les centrales syndicales. Une divergence dans les chiffres qui reflète surtout la détermination des uns et des autres à imposer cette baisse des salaires… ou, pour les dirigeants syndicaux, le manque de détermination à y résister.

Quant aux partis socialistes, ils ont refusé, pour l'instant, de geler les salaires au-delà de 2014. Ils n'envisagent pas non plus de nouvelle loi qui durcirait la « norme salariale » pour faire en sorte que les salaires augmentent moins que dans les pays voisins, voire imposerait des baisses plus importantes. Non pas parce qu'ils sont contre ces mesures d'austérité envers les travailleurs, mais parce qu'ils trouvent qu'il vaut mieux prendre cette décision après les élections pour ne pas perdre trop de voix.

Car tous admettent le fait que ce seraient les travailleurs qui coûteraient, qu'ils seraient une « charge » et le fait qu'ils veulent pouvoir vivre de leur salaire, un « handicap ».

Et ce sont les responsables de la crise, les patrons qui engrangent des milliards de profits chaque année, sans même bouger le petit doigt, qui parlent ainsi ! Non, les travailleurs ne coûtent pas, ils rapportent ! Ce sont les travailleurs qui créent toutes les richesses et les capitalistes qui les gaspillent, en condamnant des usines à la rouille et les travailleurs au chômage, parce que ça leur rapporte plus de profits que de les faire tourner. Ce ne sont pas les salaires qui handicapent l'économie, ce sont les profits !

Les patrons veulent nous faire croire que s'il y a des licenciements partout, c'est parce que les salaires sont trop élevés ?! Une vieille rengaine de maitres chanteurs qu'on n'a que trop entendu. Ces trente dernières années, les salaires ont été entravés de tous les côtés : plusieurs sauts d'index dans les années 80 et des dévaluations monétaires ont fait perdre des mois de salaire aux travailleurs qu'ils n'ont jamais récupérés ; les manipulations de l'index – dont la plus importante a été l'index santé en 1993 qui ne tient plus compte des prix pétroliers – ont quasiment rendu inopérante l'indexation des salaires ; la « norme salariale » de 1996 a orienté toute augmentation à celles pratiquées dans les pays voisins… Et tout cela n'est toujours pas assez ? C'est que les patrons en veulent toujours plus !

Le bilan de ces décennies de reculs face au chantage patronal est catastrophique pour toute la société. Accepter de nouveaux sacrifices pour sauver un système qui ne peut pas être sauvé ne ferait qu'aggraver la baisse de la consommation, les licenciements, les fermetures d'usines et le chômage. Il faut se préparer à rendre les coups. Il faut se préparer à opposer à la détermination des patrons à nous faire payer leurs profits, notre détermination à sauver nos salaires !

Il faut un travail et un salaire pour tous. Et la première condition pour le garantir c'est d'imposer l'interdiction des licenciements ! Si les ventes baissent, qu'on partage le travail entre tous, sans perte de salaire. Aux capitalistes de prendre sur leurs profits, non aux travailleurs de perdre leur salaire !

Les salaires doivent augmenter ! En dessous d'un salaire de 1600 € net, personne ne peut vivre dignement. C'est ce qu'il faut pour tout le monde. Et quand les prix augmentent, les salaires doivent suivre.

Les patrons diront qu'ils n'ont pas d'argent ? Qu'ils nous le prouvent d'abord ! Les patrons savent parfaitement et au centime près, combien gagnent les travailleurs. Cela ne les empêche pas de vouloir baisser nos salaires qui ne suffisent déjà pas. Les travailleurs doivent pouvoir contrôler les comptes des entreprises. On verrait alors que l'argent pour payer un salaire digne à tous existe, et largement !

Les travailleurs qui réclament ainsi simplement leur droit de vivre, seront traités d'irréalistes et d'irresponsables ? Mais ce ne sont pas les travailleurs les irresponsables, ce sont les capitalistes qui placent leur profit et leurs spéculations au-dessus de tout intérêt humain. Ils nous mènent de crise en crise et, comme l'a montré l'histoire, de la misère à la guerre. Les laisser faire et croire que tout s'arrangera, c'est cela qui est irréaliste !

Ils mentent comme ils respirent



Le procès autour de la faillite de Fortis a commencé. On apprend à cette occasion comment Lippens a exprimé sa panique dans un mail interne à son acolyte Votron sur la situation de Fortis.

Mais le lendemain, le même Lippens, l'optimisme d'un honnête père de famille vissé au visage, déclarait aux actionnaires qu'ils ne pouvaient pas rêver d'un meilleur moment pour investir dans Fortis.

Voilà les patrons – qu'ils soient à la tête de banques ou d'autres entreprises : même aux actionnaires ils mentent sans vergogne, alors aux travailleurs !

Leur faire confiance est mortel. Et il n'y a qu'un moyen pour les empêcher de nuire : lever le secret qui protège leurs affaires et faire en sorte que chacun de leurs choix et de leurs propositions se fasse sous la surveillance des travailleurs !

Salaires, pensions et allocations doivent augmenter !

Le gouvernement n'arrête plus d'annoncer son intention de limiter les salaires des top-managers nommés par lui dans les entreprises publiques ou semi-publiques. Que cela se traduise dans la réalité est une autre question. Et vu le nombre de mandats d'un Cornu (le nouveau PDG de la SNCB) par exemple, leurs revenus restent choquants, et d'autant plus quand on voit le résultat des détricotages des services publics dont ils sont responsables.

Mais surtout, ces annonces tonitruantes se font au même moment où le gouvernement planche – en faisant beaucoup moins de bruit – sur un nouveau gel des salaires et de nouvelles attaques contre leur indexation.

Alors la méfiance est de mise : ce n'est pas parce que les salaires des top-managers baisseraient un peu que les nôtres augmenteraient !

Wilfried Martens, une vie au service du capital

Wilfried Martens, premier ministre social-chrétien quasi sans interruption de 1979 à 1999, a eu droit à des funérailles d'État. Le monde politique et les milieux patronaux ont été unanimes pour faire son éloge.

Pour les travailleurs qui ont vécu cette période, son nom reste attaché à une interminable suite de mesures d'austérité qui ont amorcé le mouvement de régression sociale dès les années 1980.

C'est vers cette époque que la classe capitaliste s'est résolue à s'attaquer à la classe ouvrière, pour restaurer les profits mis à mal par la crise chronique de son économie. Jusque là, les travailleurs avaient pu bénéficier d'une certaine amélioration de leurs conditions d'existence. Pour faire face aux besoins de la croissance économique, le budget consacré à l'enseignement représentait 7% du PIB, contre moins de 4% actuellement. Quand aux revenus des salariés, ils s'élevaient à 72% des richesses créées en Belgique, un taux passé sous la barre des 50% en 2007, avant l'éclatement de la crise actuelle !

Pour réussir à imposer de tels reculs, il a fallu toute la rouerie et la capacité de manoeuvre de politiciens qui ont agi en serviteurs loyaux et dévoués de la classe capitaliste. Wilfried Martens était l'un d'entre eux, certes, mais il a pu compter sur la complicité indéfectible des dirigeants socialistes et de leurs relais dans les directions syndicales.

Tantôt en coalition avec les socialistes, tantôt avec les libéraux, les sociaux-chrétiens dominés par le parti de Wilfried Martens, le CVP, vont imposer une longue série d'attaques contre les travailleurs. Le blocage, voir la diminution des salaires sera une politique constante : 1981, un saut d'index. 1982, une dévaluation du franc pour faire baisser les salaires. De 1984 à 1988, un saut d'index chaque année. A quoi s'ajoutent des réductions des allocations de chômage, des pensions, des allocations familiales…

Des mesures d'austérité, qui s'additionnent en dizaines de milliards €, impliquent des dizaines de milliers de suppressions d'emploi dans la fonction publique, l'enseignement, les chemins de fer, les PTT,… A la place apparaissent les CST, les premiers emplois précaires payés par des fonds publics qui sont le lot d'une grande partie de la classe ouvrière aujourd'hui.

Sous les gouvernements Martens débute aussi la phase préparatoire aux privatisations, qui consiste à soumettre les travailleurs sous statut de fonctionnaires, dans le secteur des banques, des télécommunications, des transports, au régime de pression et de précarité du privé.

C'est aussi sous les gouvernements Martens qu'interviennent, en 1988 et 1989 deux grandes « réformes de l'État », qui ont largement contribué à créer le chaos institutionnel de la Belgique fédérale, avec ses 5 gouvernements, ses dizaines de ministres et dont le principal résultat est d'aggraver et d'alimenter les divisions de la population sur une base linguistique.

L'homme de poigne...
...au service du capital.

La Ville d'Anvers annonce sa politique pour les années à venir. Au programme, entre autres, la suppression de 1420 emplois d'ici 2019. Ce qui signifie une baisse des emplois communaux de 7%.

De Wever qui prépare les élections de 2014, en est très fier et prend la pose de l'homme qui a la poigne nécessaire pour résoudre le prétendu problème du vieillissement de la population : les pensions des employés communaux vont coûter à la ville ? Facile : supprimons les employés communaux !

Il vaudrait mieux se débarrasser de ces politiciens ! De Wever et ses semblables dans les gouvernements n'ont aucune utilité, contrairement aux employés communaux. Et il faudrait imposer que les banques, les grandes entreprises et les riches prennent sur leurs fortunes pour payer les salaires et les pensions des employés communaux.


Martens et Thatcher, deux serviteurs du patronat.

Les travailleurs n'ont pas subi ces attaques sans réagir, au contraire ! Contre les attaques sur les salaires, les suppressions d'emplois, les mesures d'austérité, des grèves et des mobilisations de grande ampleur ont eu lieu, en 1981, 1983, 1984, 1987, 1991. Mais, bien que ces mobilisations aient fréquemment démarré à l'initiative des travailleurs eux-mêmes, elles sont toujours restées sous le contrôle des organisations syndicales, en particulier de la FGTB. C'est en effet les dirigeants syndicaux socialistes, crédités aux yeux des travailleurs grâce au dévouement des militants ouvriers les plus combatifs, qui sont le mieux placés pour paralyser les mobilisations sociales et les mener dans une impasse.

C'est là une réalité que n'a jamais oublié un homme comme Wilfried Martens, qui a toujours tenu compte, dans ses calculs anti-ouvriers, de l'adhésion profonde des dirigeants socialistes au capitalisme.

A la place des comptes, des contes

« Merci, la fée », voilà ce qu'a dit Kris Peeters, le ministre-président flamand devant les 1,16 milliards d'euros que va recevoir le gouvernement flamand de la banque assurance KBC.

Cet argent provient en fait de l'indemnité que KBC a payée comme prix de son sauvetage. Car en 2008-2009, KBC avait obtenu 7 milliards d'aides publiques, dont la moitié provenait du gouvernement flamand.

Cette aide flamande de 3,5 milliards était conditionnée à un dédommagement de 50%, soit 1,75 milliard, que KBC vient de solder en versant 1,16 milliard.

La « bonne fée » KBC qui apporte cet argent, a donc gagné 1,75 milliards dans l'affaire. Ce serait plutôt à elle de dire merci !

Les assistés, ce sont les patrons

Non content d'avoir donné des milliards à la KBC, Kris Peeters compte utiliser les 1,16 milliards récupérés pour le « renforcement de la compétitivité » des entreprises en Flandre, ce qui signifie encore des cadeaux pour les patrons et les responsables de la crise.

Plan Logement et rideau de fumée

Maggie de Block, la secrétaire d'État à l'Intégration Sociale, fait beaucoup de Com autour de son plan logement pour sans abris. Mais concrètement, seuls 850 mille euros de budget annuel ont été prévus… pour loger une centaine de sans-abris.

Mais pendant ce temps, de Block jette des centaines de personnes en situation précaire à la rue sous prétexte de « lutte contre la fraude sociale ».

Inepties parlementaires

Le chef de groupe MR au Parlement, Vincent De Wolf se dit préoccupé par le chômage : « Bruxelles enregistre un taux de chômage de 21 % contre 8 en Flandre et 15 en Wallonie. Plus interpellant encore : à Bruxelles, un bébé sur quatre naît dans une famille sans revenu du travail tandis que 28 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. »

Et pour sortir de cette situation catastrophique, il propose que la Région bruxelloise encourage les communes et les structures publiques à offrir des emplois temporaires aux chômeurs de longue durée : « Quelques heures par semaine avec défraiement ou non. Pour permettre à ceux qui le souhaitent de sortir de chez eux et d'être fiers de rendre service à la collectivité. »

Contre le chômage, Monsieur De Wolf propose donc des temps partiels, pas nécessairement payés ! Est-ce que Monsieur De Wolf pense que c'est la fierté qui permettra aux chômeurs de payer leurs factures et de sortir leurs enfants de la pauvreté ?

Défendre son emploi à Monceau

Jeudi 19 et vendredi 20 septembre, des actions de grèves des cheminots ont paralysé le trafic ferroviaire autour de Charleroi. Les cheminots de la gare de formation de Monceau-Sur-Sambre ont appris l'intention de la direction de B-Logistics de procéder à la diminution de l'activité de la gare de triage et de l'atelier réparation, une décision lourde de menaces pour leurs emplois. Les dirigeants B-Logistics sabrent dans le personnel et l'activité pour présenter un résultat financier positif en vue de sa revente. Pourquoi les cheminots devraient-ils accepter sans réagir que leur avenir soit pris en otage par des actionnaires ?

Les travailleurs de Caterpillar ont raison de se défendre !

Depuis jeudi 19 septembre, des actions de grèves se succèdent chez Caterpillar.

Les travailleurs ont appris que la direction, en plus de vouloir supprimer 1400 emplois, voulait imposer des concessions à ceux qui restent. Suppression de RTT, annualisation du temps de travail : la direction veut imposer un maximum de flexibilité pour parvenir à produire avec moins de monde. Elle exige tout simplement que les ouvriers se sacrifient pour lui permettre d'augmenter encore ses bénéfices !

Les travailleurs de Caterpillar ont mille fois raison de refuser cette logique !



« Siemens 2014 » : l'autre face du « miracle allemand »

Le groupe allemand Siemens, qui emploie 370.000 travailleurs dans le monde, vient d'annoncer la suppression prochaine de 15.000 emplois, dont un tiers en Allemagne, dans le cadre d'un plan qu'il a intitulé plan « Siemens 2014 ».

L'objectif est de faire rapidement 6 milliards d'économies, non pas parce que le groupe serait dans le rouge (2012 a été une de ses meilleures années, avec un revenu en augmentation de 7%, de 73 à 78 milliards d'euros), mais surtout pour faire monter le « retour sur investissement » pour les actionnaires à 12%. Pas moins !

Ce « modèle allemand » ressemble fichtrement au « modèle » de tous les Ford, Arcelor, Caterpillar et compagnie. Et la seule réponse de la part des travailleurs ici comme là-bas doit être une opposition résolue et la volonté d'imposer l'interdiction de tous les licenciements, en prenant sur les profits pour sauver les emplois.

Les banques s'enrichissent sur notre dos et celui de leurs employés

Ces dix dernières années, les banques ont supprimé 16 000 emplois en Belgique. Et elles prévoient encore 4000 à 5000 suppressions d'emplois d'ici 2016. Plus de 10 000 agences ont été fermées en 20 ans. Et ce n'est pas fini. ING Belgique prévoit 40 fermetures d'ici 2015 et BNPP Fortis annonce 150 fermetures.

Les milliards que l'État a donnés pour « sauver les banques » servent aux banquiers à continuer à spéculer et à pousser le monde toujours plus dans la crise. Il faut exproprier les banques et les placer sous le contrôle des travailleurs !

Audi / VW - Forest

Nous sommes tous des intérimaires

Les rumeurs concernant une éventuelle diminution du volume de production pour l'année prochaine circulent de plus en plus. Et avec elles des spéculations sur le nombre de collègues intérimaires qui voleraient dehors.

Comme d'habitude, la direction tente de nous diviser en faisant croire que seule une catégorie des travailleurs est attaquée. Mais il suffit de s'imaginer les CDI faisant seuls tourner les chaines, il saute aux yeux que les conditions de travail se dégraderaient pour tout le monde !

Alors les uns devraient croupir au chômage et les autres perdre leur santé au travail pour que les familles Piëch et Porsche puissent continuer à amasser des milliards, malgré leur crise ?

Il n'en est pas question ! Si la production diminue, qu'on partage le travail entre tous en prenant sur les profits pour maintenir les salaires de tous ! Il leur en restera assez pour continuer à mener leur vie de luxe.

L'exploitation « light » ?

Avant les vacances, la direction a demandé un avis de satisfaction concernant les postes allégés. Il était difficile de répondre, car sur ce qu'ils appellent un poste allégé, la charge de travail est souvent plus lourde que ce qu'elle était à un poste normal avant la restructuration. Il faudrait alléger tous les postes pour que les postes adaptés soient vraiment adaptés, mais cette réponse n'était pas proposée.

Et quand en rentrant des vacances, on doit constater que l'équipe a encore été réduite…

C'est comme boire des boissons allégées : effet minimum pour la santé, mais écœurement garanti !

L'avenir, parlons-en !

Jeudi 26 septembre, la direction a convoqué les délégués principaux à une réunion sur « l'avenir d'Audi ». C'est de notre avenir qu'il s'agit et c'est nous qui devrions nous réunir pour discuter comment faire face aux attaques prévisibles de la direction.

Durobor - Soigny

Voleurs de vie

"Les caisses sont vides" répondent les chefs pour justifier le non renouvellement des collègues intérimaires. Mais en réalité, la direction bafoue sans complexe la loi sur le travail intérimaire. En Fabrication Mécanique par exemple, loin d'être en "missions de remplacement ou pour des surcroit d'activité", les intérimaires font en permanence partie de l'effectif indispensable pour effectuer la production.

Lorsque l'accumulation de missions d'intérim risque de leur donner droit à un CDI, la direction les envoie au chômage et les remplace par d'autres. Tout le monde le sait, même le ministre Marcourt lorsqu'il signe un subside aux profits des actionnaires de Décover.

Allemagne : il n'y a pas de miracle mais une guerre de classe

Angela Merkel a emporté les élections législatives haut la main. Alors que la crise a renversé les majorités dans toute l'Europe, la réélection de Merkel pour un troisième mandat fait figure d'exception.

Une exception qu'on nous explique par le prétendu miracle économique allemand.

L'Allemagne aurait traversé la crise « sans encombre », disent les uns, quand d'autres prétendent que le pays en est sorti plus fort qu'il n'y est entré. Du point de vue de la bourgeoisie, il n'y a pas de doute. Elle a profité de la crise. Elle a restructuré, rentabilisé et gagné en compétitivité. Et elle l'a fait de la seule façon possible : contre les travailleurs.

Le chômage partiel et les baisses de salaire ont été systématisés. Quand les commandes baissaient de 20 %, les salaires baissaient de 20 %. Les primes, les horaires, les effectifs ont été adaptés aux besoins patronaux. Les salariés ont servi d'amortisseur. Comment les ouvriers faisaient-ils pour vivre avec un salaire amputé ? Ceux qui ont vanté la « réussite allemande » ne s'y sont pas intéressés.

Le grand patronat ne s'est pas gêné pour fermer des usines et licencier. Rien que dans une ville de la Ruhr, à Bochum, Nokia a fermé son usine et Opel va fermer la sienne, mettant pas loin de 7000 travailleurs sur le carreau, sans compter les milliers de sous-traitants. La seule faillite de la chaîne de magasins Schlecker a entraîné 25 000 licenciements.

Quant à affirmer que l'Allemagne a « éradiqué le chômage de masse », c'est un mensonge révoltant. Il y a toujours 3 millions de chômeurs. Et, surtout, ce chiffre cache 8 millions de travailleurs pauvres.

Certains d'entre eux doivent se contenter de quelques heures de travail par semaine pour un maximum de 450 euros par mois, quand d'autres sont contraints de faire des travaux d'intérêt général payés 1 € de l'heure. Ils ne sont pas comptabilisés comme chômeurs mais ils cherchent bel et bien un emploi et un salaire dignes de ce nom !

Il n'y a pas de miracle. Des milliers d'ouvriers licenciés ont, par exemple, été réembauchés en intérim dans la même entreprise, au même poste et avec les mêmes horaires, mais avec 500, 600, voire 900 euros en moins sur la feuille de paie. Alors, oui, cela laisse une bonne marge pour le patron.

Sans doute vaut-il mieux être pauvre et chômeur en Allemagne qu'en Pologne, en Roumanie ou en Grèce ! C'est peut-être ce que se sont dits certains des électeurs de Merkel

Et puis, quelles raisons les travailleurs allemands avaient-ils de préférer le parti social-démocrate, le SPD, à la CDU, le parti de Merkel ?

Quand ils sont au pouvoir, rien ne différencie la politique du SPD et celle de la CDU. Les deux partis ont d'ailleurs gouverné ensemble de 2005 à 2009 et ils sont prêts à le faire de nouveau.

Sans compter que beaucoup, parmi les ouvriers et les plus pauvres, ne pardonnent pas la politique qu'a menée le SPD quand Schröder était chancelier dans les années 2000. Avec les lois Hartz, il a attaqué avec une brutalité inouïe les droits des salariés : baisse des allocations chômage, baisse des droits à la retraite, généralisation des petits boulots, flexibilité des salaires…

En Allemagne, c'est la gauche, le SPD, qui a fait le sale boulot contre les travailleurs au point que Merkel n'a plus eu grand-chose à faire, si ce n'est féliciter le courage de Schröder !

Oui, ce qui se passe en Allemagne doit nous servir de leçon. L'Allemagne bat des records d'inégalités. De plus en plus de travailleurs en sont à cumuler deux trois, petits boulots pour vivre. Des retraités doivent se remettre à travailler à 65, 67 ans. L'espérance de vie régresse dans certaines régions. Voilà ce que les défenseurs du capitalisme appellent une « réussite ». Voilà ce qu'est pour eux un pays prospère et compétitif !

Tous les politiciens, de gauche comme de droite, qui donnent la priorité à la compétitivité, à la rentabilité des capitaux en nous expliquant que cela ira mieux pour tout le monde, sont des menteurs. L'Allemagne nous en donne la preuve. Le marché, la concurrence, les lois du capitalisme conduisent à sacrifier les travailleurs sur l'autel de la compétitivité, même dans les pays qui s'en sortent le mieux.

Les intérêts patronaux et les intérêts des travailleurs sont incompatibles. Les travailleurs ne pourront se défendre efficacement qu'en en étant convaincus. C'est leur compétitivité, ou nos emplois. C'est leurs profits, ou nos salaires. C'est leurs privilèges, ou nos retraites. C'est eux ou c'est nous !

Leur reprise

Aux États-Unis, les ventes d'automobiles sont repassées de 10,4 millions en 2009 à 16 millions de véhicules vendues. Ce n'est pas loin du record de 17 millions de voitures vendues en 2005. Sauf que depuis, les grandes marques d'automobile ont fermé 27 usines, supprimé 280.000 emplois et baissé les salaires. C'est en faisant tourner au maximum les usines restantes et en surexploitant les travailleurs que les capitalistes de l'automobile font réaliser cette production et les profits se sont à nouveau envolés.

C'est ça la reprise qu'on nous fait miroiter. Elle n'a rien à offrir aux travailleurs.



Les subprimes ne sont pas morts

Ce qui a permis cette augmentation spectaculaire des ventes de voitures aux États-Unis, ce sont notamment les crédits que les entreprises d'automobile accordent aux acheteurs. Les conditions ressemblent souvent aux crédits hypothécaires subprimes qui avaient fini par provoquer la crise bancaire de 2008 : taux d'intérêts prohibitifs et durées de remboursement longues, parfois 10 ans !

Pas sûr que l'illusion dure aussi longtemps que les crédits !

Un système explosif

En 1961, une bombe à hydrogène 260 fois plus puissante qu'Hiroshima a failli détruire Washington, New York et Philadelphie, ce qui aurait causé des millions de victimes. Un bombardier américain s'est disloqué en vol, perdant deux bombes H, ce qui a déclenché la mise à feu de l'une d'entre elles. Seul le dysfonctionnement d'un interrupteur a évité la catastrophe. Rien qu'entre 1950 et 1968, 700 "incidents significatifs" impliquant des armes nucléaires ont eu lieu aux USA. A l'époque, une propagande hystérique présentait l'Union soviétique comme "une menace pour le monde libre". Mais dès 1945, l'arsenal nucléaire a été développé par les dirigeants capitalistes pour préserver leur domination sur la planète. Et le risque d'être détruits par leurs propres armes ne les a pas arrêté. Mettre fin au capitalisme, c'est une question vitale pour l'humanité.

Une maladie qui devrait ne plus exister, dans un système qui ne devrait plus exister

On enregistre toujours 200.000 nouveaux cas de lèpre par an dans le monde, et ces chiffres sont même en augmentation, parce que la misère se répand et que les pauvres n'ont pas accès aux antibiotiques.. Les pays les plus touchés sont le Brésil et l'Inde et 70% des cas recensés le sont en Asie.

Si cette maladie existe encore aujourd'hui alors qu'on a réussi à l'éradiquer en Europe et en Amérique de Nord, c'est à cause de la misère à laquelle le capitalisme réduit la majorité de l'humanité. Il n'y a pas de vaccin contre la lèpre, il n'y en a pas non plus contre le capitalisme, mais si la lèpre se soigne le capitalisme devra être renversé !

FIFA 2020

44 ouvriers Népalais sont morts lors de la construction de stades de foot pour le Mondial au Qatar. Dans des conditions proches de l'esclavage, des milliers de travailleurs migrants triment 12 heures par jour sous des températures de 50°. Privés de passeport, parfois de salaires, décimés par les maladies, ils vivent "dans une prison à ciel ouvert", selon l'expression de l'ambassadeur du Népal au Qatar. Pas de quoi empêcher de dormir les dirigeants qataris, les responsables de la FIFA, ni surtout les actionnaires qui rafleront les juteux bénéfices de ce business.

Lampedusa



Jeudi 10 octobre, un bateau rempli d'immigrés a fait naufrage à quelques centaines de mètres de l'île italienne de Lampedusa, 155 survivants ont pu être secourus sur 400 à 500 passagers que comptait l'embarcation. Et ce week-end encore, plusieurs dizaines d'autres ont perdu la vie dans un naufrage similaire.

Tant que la misère et la guerre règneront, il y aura des travailleurs prêts à tout risquer pour avoir une vie meilleure ailleurs. Les dirigeants européens qui ont versé des larmes de crocodile, soutiennent des dictatures, aident les patrons à piller le monde, mais refusent de consacrer une petite partie de leurs richesses pour accueillir dignement les réfugiés.

Les étrangers (riches) sont toujours les bienvenus

Aux Pays-Bas, pas facile pour un étranger d'obtenir un permis de séjour – à moins qu'il n'apporte dans sa valise 1,25 million d'euros à « investir dans l'économie du pays ». Au Portugal, il suffit d'un million d'euros, en Irlande de 500 000, et en Hongrie de 250 000, pour voir se dérouler le tapis rouge. À Chypre, on peut même obtenir la nationalité… à condition d'avoir 10 millions à investir dans l'île, ou 15 millions à déposer dans une des ses banques. Quant à l'Espagne, elle octroie un passeport à tout étranger qui accepterait de racheter pour 2 millions de sa dette publique.

Il se confirme que, dans l'Europe capitaliste, lorsqu'on est un étranger, mieux vaut être un spéculateur plein aux as, un exploiteur ou un riche héritier, qu'un travailleur avec ou sans papiers.